RDC : les élections provinciales et locales prévues en janvier 2013

ARIB News, 19/04/2012 – Source Belga Les élections provinciales, urbaines, municipales et locales maintes fois reportées en République démocratique du Congo (RDC) auront lieu en janvier 2013, a annoncé jeudi le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Jacques Djoli, cité par la radio onusienne Okapi. Ces scrutins doivent permettre de boucler le cycle électoral qui s'est jusqu'à présent limité à l'organisation des élections présidentielles et législatives - controversées en raison des irrégularités constatées - du 28 novembre dernier.

"Le bureau (de la Ceni) va se mettre très rapidement à l'œuvre. Nous devons le faire parce que nous devons retrouver la symétrie de l'équilibre entre les deux chambres. Et les élections provinciales servent de sous-bassement non seulement aux élections des sénateurs mais aussi des gouverneurs et de toutes les institutions provinciales", a déclaré M. Djoli lors de la clôture d'un atelier d'évaluation à mi-parcours du processus électoral en RDC. La suite du processus électoral est conditionnée par l'application des recommandations telles que formulées à l'issue de cet atelier d'évaluation, notamment la prise en compte des fichiers, la cartographie et la gestion des résultats, a souligné le vice-président de la Ceni. Les élections provinciales - les Congolais devront désigner 690 députés provinciaux - sont un préalable à l'élection des sénateurs, qui composent la chambre haute du parlement bicaméral. Le président Joseph Kabila et d'autres responsables congolais ont reconnu la nécessité de mieux organiser les élections provinciales et locales, notamment en reformant la Ceni, organisatrice des derniers scrutins. (GGD) PANA, 19 avril 2012 RDC : Les élections provinciales fixées à janvier 2013 Kinshasa, RD Congo - Les élections provinciales en République démocratiques du Congo (RDC), initialement prévues pour cette année, se tiendront à la fin du mois de janvier 2013, a déclaré le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Daniel Ngoy Mulunda, à la clôture, jeudi à Kinshasa, de l'atelier d'évaluation à mi-parcours des activités de cette institution. Selon le président de la CENI, son bureau a pris l'engagement solennel de traduire en décisions toutes les recommandations formulées, lors de cet atelier d'évaluation, de veiller à l'application par toutes ses structures opérationnelles. Il a, à cet effet, promis d'élaborer le calendrier électoral en privilégiant les exigences techniques et opérationnelles, en concertation étroite avec la classe politique, le gouvernement, les bailleurs de fonds extérieurs, ainsi que l'assistance technique internationale de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) et du projet PNUD/PACE. Il s'est aussi engagé à concrétiser des recommandations relatives, notamment, aux points faibles identifiés par les participants à l'atelier, notamment le nombre élevé des omises des listes électorales, la mise en œuvre de la cartographie pour les sites de vote, sur le fichier électoral et les faiblesses qui concernent les missions d'observation tant nationales qu'internationales. D'autres recommandations concernent la mise sur pied des mécanismes d'intégration d'électeurs possédant les cartes et dont les noms ne figuraient pas sur les affiches, l'actualisation de la cartographie, la reprise dans les meilleurs délais du dialogue avec la classe politique sur le fichier électoral, ainsi que la tenue d'un séminaire international. Il s'agit aussi d'actualiser et d'adopter, sans délai, l'organigramme de la CENI et tous les autres outils de gestion administrative et financière, ainsi que d'intégrer à l'œuvre non pas comme observateurs, mais comme agents électoraux à part entière, les acteurs de la société civile, en vue de renforcer la transparence et la crédibilité des scrutins futurs. Cet atelier qui s'est déroulé du 10 au 19 avril, avait pour objectif d'identifier les points forts et les points faibles par activités, les zones géographiques problématiques, les ressources humaines, logistiques, techniques et financières, ainsi que les secteurs ayant besoin d'un renforcement de capacités.